

De l'argent, nous, on le martèle, il y en a, mais encore faut-il avoir la volonté politique d'aller le chercher. Tout le monde a entendu parler de l'évitement fiscal, de l'évasion fiscale. Donc, ce sont des luttes qu'on doit continuer à mener pour qu'on puisse pouvoir agir à la hauteur de nos rêves.

2095 Mais entretemps, je suis convaincue que si on réussit à identifier des enjeux bien précis puis que toute la population se met derrière, bien nous, on est prêt à travailler à se mobiliser pour pouvoir obtenir, justement, ces rêves auxquels tout le monde tend.

LE PRÉSIDENT :

2100 Merci beaucoup, madame.

Mme DOMINIQUE DAIGNEAULT :

2105 Merci.

LA COMMISSAIRE :

2110 Merci.

LE PRÉSIDENT :

2115 Alors, la commission ne prendra pas de pause et appellerait madame Marianne Forgues, s'il vous plaît.

Mme MARIANNE FORGUES :

Parfait. J'installe ça ici.

2120 Je pense qu'il y avait beaucoup d'organismes et de citoyens qui avaient des choses à dire et c'est tant mieux, hein?

LE COMMISSAIRE :

2125 Oui oui, bien oui.

Mme MARIANNE FORGUES :

Je pense que c'est... qu'il y ait une aussi belle implication.

2130

LA COMMISSAIRE :

On a pratiquement... On doit être à 100 mémoires. Ça, c'est sûr.

2135

Mme MARIANNE FORGUES :

Très cool. Bonsoir.

LE PRÉSIDENT :

2140

Bonsoir, madame.

Mme MARIANNE FORGUES :

2145

Je m'appelle Marianne Forgues, puis...

LE PRÉSIDENT :

Un instant, notre sténographe va prendre...

2150 **Mme MARIANNE FORGUES :**

Bien c'est ça, moi, en fait, moi, ce soir j'ai plusieurs chapeaux...

2155 **LE PRÉSIDENT :**

Vous vous présentez.

Mme MARIANNE FORGUES :

2160 Marianne Forgues. Parfait. Donc, j'ai plusieurs chapeaux, je dépose cette opinion en tant que citoyenne, mais ça fait 10 ans que je suis intervenante dans le quartier. Je suis intervenue auprès des différentes populations, les aînés, les itinérants, les familles, les nouveaux arrivants, les jeunes décrocheurs. Donc, les besoins aux niveaux sociaux du quartier, je les connais quand même assez bien. Je suis...

2165

LA COMMISSAIRE :

Vous être en travail social?

2170 **Mme MARIANNE FORGUES :**

2175 Oui, en travail social, exactement. Je suis aussi maman, je suis membre de la coop Domaine d'habitation, donc je suis quand même assez impliquée et engagée depuis les 10 dernières années dans le quartier, puis c'est un projet qui a été travaillé, en fait, avec plusieurs organismes, mais c'est quand même en tant que citoyenne que je le présente ce soir par délai dans le temps de faire approuver tout par les C.A., mais sinon... donc, c'est ça.

Je vais très direct au point : la proposition, en fait, c'est de créer le premier écocentre dans l'arrondissement Ville-Marie, mais surtout, en fait, un centre de réemploi, de transformation et de

2180 production qui seraient adjacents.

Avant, l'image qu'on a de l'écocentre, c'est quelque chose de laid, qui pue et qui est super gros, mais on n'est pas là. Donc, les derniers écocentres qui ont été créés, comme celui à Lasalle ou à Saint-Laurent, c'est très beau, c'est plus petit, on parle plus de 4 000 pieds carrés qui sont...
2185 celui d'en bas, en fait, il y a même des panneaux solaires, ils sont certifiés LEED, tout ça.

L'image qu'on voit en bas, c'est le ARTÉ, qui est le centre de réemploi, en fait, où ils transposent toutes les matières qui sont récupérables, donc toutes les matières de la construction, de la rénovation et de la démolition qui sont réutilisables. Il y a beaucoup d'articles, aussi, des objets
2190 de la vie quotidienne, des textiles, tout ça, qui sont encore en bon état, mais que s'il n'y avait pas un centre de réemploi, ils finiraient dans les sites d'enfouissement.

Donc, pourquoi? La proposition dans le cadre du PPU, dans le fond, c'est qu'en 2006, il y a eu une étude qui a été commandée par la Ville de Montréal qui, déjà, démontrait que les besoins
2195 en gestion des matières résiduelles demandaient à avoir 14 écocentres sur l'île.

13 ans plus tard, on en est juste à sept, puis la population de l'île de Montréal, et particulièrement du quartier, n'arrête pas de grossir, donc on sait qu'il va y avoir un besoin de gérer
2200 les matières résiduelles.

Et, en 2026, la loi québécoise va interdire l'enfouissement. Donc, il faut aussi penser à ça quand on... on croit que c'est important de penser à ça dans la requalification du quartier puis...
voilà.

En fait, aussi, ça fait énormément de redevances à payer si on ne revalorise pas les
2205 matières recyclables et tout ça.

Ce qui est proposé aussi, en fait... Ah, ça, c'est la carte comme quoi qu'évidemment, il n'y a aucun écocentre autour de l'arrondissement Ville-Marie et aucun non plus... il n'y en a pas dans
Ville-Marie, mais aussi aucun autour des arrondissements. Donc, absolument aucun... il y en a un

2210 qui est prévu à être construit dans Hochelaga-Maisonneuve sur la rue Dickson, mais encore là, il est planifié d'ici deux ans et il va répondre aux besoins particulièrement de l'est de l'île, tandis que tout le sud ne sera pas répondu.

2215 Là, sur cette carte-ci, on voit l'écocentre Eadie. Lui, il a été complètement fermé puis il y en a un au Sud-Ouest qui a été créé, mais il est inaccessible à cause des travaux sur l'échangeur Turcot, donc ça porte quand même à six, le compte.

2220 Mais si je ramène à c'est qui, notre quartier? Qui habite notre quartier? Donc, il y a beaucoup de personnes seules, beaucoup d'aînés, beaucoup d'étudiants, des familles de moins en moins nombreuses, mais ça, je vais laisser le Comité Parents en parler un petit peu plus tard. Des itinérants, des jeunes de la rue, des personnes marginalisées, beaucoup d'artistes et d'artisans, une communauté LGBTQ très présente – LGBTQ plus, pardon – puis une clientèle DI-TSA-DP.

2225 Donc, « DI-TSA-DP », c'est un terme très clinique pour dire « déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme et déficience physique ». On a une clientèle très présente dans le quartier, raison pourquoi à Pierre-Dupuy, il y a des classes spécialisées en TSA. Donc, ils sont très présents, ces classes-là ont été développées, justement, pour répondre aux besoins du quartier.

2230 Donc, juste au CLSC sur de la Visitation, il y a 205 usagers qui utilisent les services juste en déficience intellectuelle, sans parler de TSA-DP. Donc, il y a vraiment une grosse population qui a des limitations fonctionnelles ou qui a un handicap physique.

2235 Ce qu'on peut voir, en fait, selon le portrait du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 25 % de la population du RLS, c'est le réseau local de santé, qui regroupe... qui était autrefois le CSSS Jeanne-Mance. Ça regroupe Saint-Louis-du-Parc, Plateau et CLSC des Faubourgs.

2240 Donc, 25 % de cette population-là vit sous le seuil de faible revenu, comparativement à 17,2 % sur l'île de Montréal, ce qui est quand même hot parce qu'il y a eu une diminution de 18 %. Sauf que quand on regarde les chiffres et qu'on analyse un petit peu plus la différence entre 2006 et 2016, ce qu'on réalise, c'est que les 36,5 % de la population qui était sans diplôme ont été remplacés par 24 % de personnes avec des grades universitaires.

2245 Donc, on constate que la population bouge beaucoup. Puis, l'objectif, ce n'est pas de tasser les personnes qui sont à faible revenu du quartier, mais c'est plutôt de développer des solutions durables qui vont les aider, justement, à améliorer leur situation socio-économique. Là, je vous présente des chiffres.

2250 Ce qui est proposé, en fait, c'est deux changements par rapport à l'économie linéaire. Donc, l'économie linéaire, on le sait tous, c'est une extraction, la surconsommation, beaucoup de gaspillage, tout ça. La Ville de Montréal prône les activités qui s'insèrent dans l'économie circulaire, qu'on retrouve ici.

2255 Comme on n'a pas nécessairement... on n'est pas dans la production des matières premières, tout ça, ici, à Montréal, mais on peut proposer des alternatives et des actions qui s'inscrivent plus dans l'optimisation, donc vraiment dans l'espace numéro 2.

2260 Puis, en fait, pour répondre... les structures en employabilité pour, justement, quoi faire avec les personnes, justement, qui sont marginalisées, la clientèle DI-TSA-DP, qui est écartée du marché du travail, comment ça, en fait, les programmes actuels n'arrivent pas à répondre aux besoins.

2265 Donc, ce qu'on a réalisé, c'est que l'insertion professionnelle touche l'aspect professionnel seulement. C'est un processus assez demandant pour une personne, exemple, qui a un problème de consommation ou quoi que ce soit. C'est un processus qui dure pendant 26 semaines, 35 heures semaine, tu manques une journée, on te coupe ta paye, ce n'est pas si pire. Deux journées, tu es out du programme puis tu n'as plus accès à ces services-là.

2270 Bien, ça ne répond pas aux besoins de la communauté. Donc, on n'intervient toujours pas sur l'accessibilité à l'emploi de ces personnes-là.

2275 Tandis que quand on parle d'affiliation sociale ou d'intégration sociale, on est plus respectueux du rythme de la personne, mais, surtout, on intervient sur la globalité de la personne. Donc, on ne prend pas juste l'aspect professionnel, parce qu'on considère qu'il n'y a pas juste le travail dans la vie, mais qu'il faut intervenir sur l'ensemble des facteurs : le logement, la sécurité alimentaire, le réseau social, la gestion du budget, tout ça.

2280 Il y a de super belles... il y a vraiment beaucoup d'expertises qui sont développées dans le quartier par rapport à l'affiliation puis l'intégration, notamment TAPAJ, avec les consommateurs à injections, Sentier Urbain, les apprentis jardiniers avec le Quartier Nourricier et tout ça. Il y a vraiment une super belle expertise, puis c'est aussi en réponse aux besoins de notre quartier.

2285 Ce qui est proposé, en fait, la proposition en soi, la communauté peut amener les objets qu'elle considère en fin de vie utile ou qu'elle ne veut plus utiliser dans les écocentres... dans l'écocentre, en fait, mais aussi en centre de réemploi.

2290 Donc, ce qu'on voit, en fait, c'est que la communauté, autant que les personnes qui sont écartées du marché du travail, peut s'insérer complètement dans chacune des étapes de ce cycle-là. Donc, le centre de réemploi pourrait prendre la forme plus d'un *drop in*, comme avec le projet TAPAJ.

2295 L'espace de transformation et de production, c'est là, en fait, qu'on développe un peu plus de compétences. On touche à un peu de tout. On pense aux artistes de Grover, Lespacemaker. Ce sont toutes des entreprises d'économie sociale puis des artistes qui sont implantés dans le quartier, qui auraient des compétences à transmettre et dont la population pourrait bénéficier aussi, exemple, un atelier sur comment réparer sa chaise. La chaise ne finirait pas aux poubelles : elle serait revalorisée à travers tout ça.

2300 Puis, le dernier aspect serait plus avec un volet insertion professionnelle, donc le programme typique de 26 semaines où là, justement, la personne est capable d'embarquer dans le processus complet, puis ça serait plus avec l'aspect mise en marché des produits. Exemple : dans la mise en marché, on parle de vêtements revalorisés, on parle d'encombrants qui ont été détournés des sites d'enfouissement, on parle de matériaux de construction accessibles à la communauté à plus bas prix.

2305 Ça pourrait être un champ, un laboratoire de créativité intéressant pour les artistes du quartier, puis ça pourrait aussi être un laboratoire de développement des compétences pour les gens qui sont écartés du marché du travail.

2310 Donc, ça serait quoi, les bénéfices de cette structure-là? Bien, c'est ça : ça s'inscrit parfaitement dans les objectifs de l'arrondissement quant aux équipements collectifs. Il n'y en a pas, d'écocentre. Il n'y a pas de centre de réemploi ni de transformation non plus.

2315 Présentement, il y a plein d'organismes qui... je pense à Lespacemaker ou Les Malaimés, qui sont en train de créer des choses pour, justement, répondre aux besoins, mais l'économie sociale, le communautaire, on est toujours en manque. Si on avait une structure et si on avait un espace, surtout, puis du financement, évidemment, tout ça pourrait s'amalgamer.

2320 L'offre commerciale aussi, en ayant un centre de réemploi, ça nous permet d'avoir des produits de qualité qui sont faits à partir de matières recyclées. Je pense à *ethic wear*, qui est dans Grover, tout ça. En ayant accès à des textiles qui sont considérés invendables, bien on est capable de récupérer ces textiles-là pour faire autre chose, puis on consolide aussi, en fait, les caractéristiques sociales du quartier en créant des programmes d'affiliation.

2325 Ça s'inscrit aussi parfaitement dans les objectifs de développement durable du plan de Montréal durable. Là, je vous laisserai lire l'ensemble des bénéfices. Ça règle aussi le problème qui a été soulevé par plusieurs citoyens comme quoi que le quartier a l'air sale parce que les

meubles sont laissés en bordure de rue à tout moment, peu importe l'heure de la collecte, mais c'est parce qu'il n'y a pas de structure.

2330

Il n'y a pas de structure de récupération, de revalorisation, il n'y a pas de centres de dons, il n'y a rien qui nous permet... bien, en fait, oui, exemple, il va y avoir le bazar à la Maison Adrianna, il va y avoir la Société Saint Vincent de Paul, mais même ces organismes-là, ils n'ont pas l'espace pour faire de la revalorisation ou renipper une table ou quoi que ce soit, ce qui fait qu'eux aussi, en fait, s'ils acceptent ces dons-là, c'est eux qui doivent payer la redevance pour s'en débarrasser.

2335

Ça fait que quand tu vas porter quelque chose, un don à un organisme qui n'est pas vendable ou quoi que ce soit, c'est lui qui finit par payer pour s'en débarrasser. Donc, il y a quelque chose à faire là.

2340

Pro-Vert Sud-Ouest, c'est l'organisme qui gère les écocentres depuis plus de 20 ans, puis il s'était frappé, en fait, à l'opposition des cols bleus par rapport à la récupération en bordure de rue parce que c'est une tâche de cols bleus.

2345

Donc, si l'idée est juste de détourner les routes, un peu comme c'est fait à Ville Saint-Laurent puis à LaSalle pour, justement, récupérer ces encombrants-là puis les amener au centre – à l'écocentre – plutôt qu'au centre de tri à Lachenaie, donc, on maintient le même rythme de circulation à l'intérieur des rues résidentielles, tout ça, mais on fait juste les détourner pour... en fait, au lieu des amener à Lachenaie, on les amène un peu plus proche puis on les réutilise, surtout.

2350

Ça offre un lieu aux citoyens. Ça, je pense que ça fait longtemps que les citoyens en demandent, un lieu, pour développer leurs compétences, mais aussi pour avoir accès à de l'équipement, des outils et tout ça.

2355

2360 Les répairs-cafés, c'est dans la même logique que de donner un espace, mais aussi le
répair-café puis la Fabrique – La Remise, pardon – c'est un espace qui donne accès à de
l'équipement, des outils, tout ça, qu'on n'aurait pas chez nous parce que les appartements sont trop
petits puis qu'on ne pourrait pas faire des petits travaux manuels.

2365 Ça permet aux artistes et aux citoyens d'avoir accès à des matériaux moins chers, un lieu
de partage d'expertises, justement, en fait. Moi, je rêve de la journée où il y a une personne, qui va
être inscrite dans le programme d'affiliation sociale, qui va être capable de donner un atelier à un
père de famille sur comment réparer sa chaise puis que là, la valorisation de cette personne-là va
être hallucinante.

2370 C'est un peu ce qui est demandé à travers l'esprit de ce projet-là : c'est de mettre, justement,
les personnes en position de réussite et non d'échec face à l'emploi. Puis, c'est ça : ça permet aux
personnes marginalisées d'avoir un emploi.

2375 En fait, le plan de Montréal durable demande... dit de faire preuve d'audace et d'innovation.
C'est exactement ça qui est demandé : c'est d'affilier développement durable et innovation sociale
pour répondre aux besoins du quartier, puis de soutenir la création des écocentres – de
l'écocentre – et des infrastructures.

2380 Puis je vous invite à aller plus loin, à réfléchir un peu à ce qui se passe sur... avec, exemple,
Architecture Sans Frontières, qui récupère tous les matériaux de la construction, rénovation,
démolition, pour créer des maisons, exemple, dans le Nord-du-Québec, présentement, ou le
premier centre commercial de produits entièrement recyclés, revalorisés et écoresponsables, et
l'entreprise de Vancouver, qui récupère à 90 % les matériaux de la construction. Voilà.

LE PRÉSIDENT :

2385 Je vous remercie beaucoup. Qu'est-ce qui fait que ça ne fonctionne pas?

Mme MARIANNE FORGUES :

Les écocentres?

2390

LE PRÉSIDENT :

Pourquoi il n'y en a pas? Je... vous me renversez.

2395

Mme MARIANNE FORGUES :

Pourquoi il n'y en a pas à Montréal?

LA COMMISSAIRE :

2400

Ici même.

Mme MARIANNE FORGUES :

2405

Dans l'arrondissement? Bien, c'est une bonne question, en fait, parce que moi, j'ai parlé avec Laurent...

LE PRÉSIDENT :

2410

Non, mais attendez. C'est qu'on parle même à Montréal de faire la collecte des... non non, mais même des...

LE COMMISSAIRE :

2415

Des encombrants.

LE PRÉSIDENT :

2420 Attendez, c'est parce qu'il est tard puis je manque de vocabulaire. On dit « on va avoir les bacs bruns » bientôt, là.

Mme MARIANNE FORGUES :

2425 Oui, le compostage.

LE PRÉSIDENT :

Mais, on n'a pas d'écocentre. Moi, je tombe à terre.

2430 **Mme MARIANNE FORGUES :**

Oui. Bien, en fait, il ne faut pas mélanger le compostage puis...

LE PRÉSIDENT :

2435 Non non non, mais ce que je veux dire : quand on est rendu là, c'est que l'autre est réglé. Pourquoi ça... qu'est-ce qui fait qu'on n'a pas d'écocentre? Parce que j'ai regardé vos cartes, là...

Mme MARIANNE FORGUES :

2440 Oui.

LE PRÉSIDENT :

2445 Moi, j'habite à... je n'habite pas à Ville D'Anjou, mais supposons que j'habite à Ville d'Anjou; vous imaginez l'endroit qu'il faut que j'aïlle pour aller porter mes trucs, ça...

Mme MARIANNE FORGUES :

Ça n'a aucun sens.

2450

LE PRÉSIDENT :

Ça n'a aucun bon sens, mais dans la partie centrale, où il y a quand même une densité...

2455

Mme MARIANNE FORGUES :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

2460

il n'y en a pas.

Mme MARIANNE FORGUES :

2465

Non.

LE PRÉSIDENT :

Ça fait que c'est sûr que ça s'en va aux déchets, mais ça n'a pas de sens.

2470

Mme MARIANNE FORGUES :

Je suis entièrement d'accord avec vous.

2475

LE PRÉSIDENT :

La question, c'est : pourquoi ça ne fonctionne pas, qui ne fait pas sa job, là?

2480

Mme MARIANNE FORGUES :

On a combien de temps pour en parler?

2485

LE PRÉSIDENT :

Non, mais je veux juste avoir un nom. Non non, mais c'est que vous vous adressez à la municipalité...

2490

Mme MARIANNE FORGUES :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

2495

... au gouvernement, au...?

Mme MARIANNE FORGUES :

2500

Bien, en fait, présentement, c'est un commun accord entre le ministère du... Quand la loi est passée sur l'enfouissement, ils n'ont pas donné de financement aux arrondissements ni aux municipalités pour gérer la préparation au fait que l'enfouissement allait devenir illégal. Ça a été fait un peu chaotiquement, puis la Ville de Montréal a décidé de le faire, de le gérer...

2505

LE PRÉSIDENT :

De son propre chef.

2510

Mme MARIANNE FORGUES :

De son propre chef, mais, en fait, en le donnant en soumission. Donc, c'est l'organisme Pro-Vert Sud-Ouest, puis présentement, l'organisme... en fait, comment ça fonctionne, c'est que Pro-Vert Sud-Ouest gère les matières.

2515

La seule manière qui arrive à financer, exemple, le salaire des employés, présentement, c'est en vendant les matières non ferreuses. Tout qu'est-ce qui est le reste, ça a une valeur marchande sur le marché du recyclage.

2520

Donc ça, c'est redistribué à l'ensemble des différents recycleurs qu'on va retrouver. Comme là, exemple, tout qu'est-ce qui est CRDI – pas CRDI, CRD, moi aussi, je perds mes mots, excusez-moi – mais les débris de la construction, rénovation, démolition, c'est l'entreprise Koncas Recyclage, qui a eu le contrat pour trois ans au coût de 18 000 000 l'année dernière, et qui se termine l'année prochaine, pour récupérer tout qu'est-ce qui est, justement, construction, démolition, tout ça.

2525

Mais, il y a des organisations qui sont déjà présentes... en fait, présentement, le marché du recyclage, il y a quelqu'un quelque part qui a compris qu'il y avait du cash à faire là, puis les gens s'arrachent ce marché-là.

2530

LE PRÉSIDENT :

Oui, mais si c'était payant, pourquoi il n'y en a pas 17?

2535

Mme MARIANNE FORGUES :

2540 Bien parce que... c'est une bonne question. Techniquement, il est sensé en avoir 14. Je suis contente si vous dites 17 puis que vous l'inscrivez quelque part, là.

LE PRÉSIDENT :

2545 Bien, en tout cas, je pense que ça en prend un dans le quartier, mais c'est un peu ça parce que là, vous vous adressez à la commission, c'est-à-dire que je pense que vous nous avez sensibilisés, je suis sidéré, mais c'est ça qu'on essaie de voir : à qui on s'adresse?

Mme MARIANNE FORGUES :

2550 Bien, en fait, il y a les trois paliers, carrément. Donc, c'est municipal, provincial puis fédéral.

LE PRÉSIDENT :

2555 O.K.

Mme MARIANNE FORGUES :

2560 Je pourrai vous envoyer les noms si vous voulez, là, mais, je... il y a RECYC-QUÉBEC qui est un peu branle-cul... oups, excusez-moi, qui est...

LE PRÉSIDENT :

2565 Qu'est-ce que vous avec dit?

Mme MARIANNE FORGUES :

J'ai dit branle... excusez...

2570

LE PRÉSIDENT :

Non non non, mais on n'a pas entendu, ça fait que...

2575

Mme MARIANNE FORGUES :

Excusez, là, mais qui devrait être plus proactif.

LE PRÉSIDENT :

2580

Qui ne bouge pas. Qui ne bouge pas, vous avez dit.

Mme MARIANNE FORGUES :

2585

C'est ça, exactement. Qui pourrait être plus proactif, en fait, dans le dossier de la situation à Montréal.

LE PRÉSIDENT :

2590

O.K.

Mme MARIANNE FORGUES :

2595

Puis à Québec, en fait, là, on a affaire à de l'incinération, ce qu'il n'y a pas à Montréal, donc on est déjà mieux positionné que par rapport à Québec.

LA COMMISSAIRE :

2600 Moi, je trouve votre proposition intéressante dans le sens que, bon, il y a déjà des besoins dans la population qui est existante, dans le quartier qui est déjà développé, on s'entend, mais avec en plus de ça, avec l'apport de nouvelles personnes, de nouveaux développements qu'il va y avoir, on s'entend que ça ne sera pas des logements avec des cours arrières à n'en plus finir, des hangars, des endroits où on peut bricoler...

2605 **Mme MARIANNE FORGUES :**

 Exact.

LA COMMISSAIRE :

2610 ... où on peut réparer quelque chose, on ne peut pas entasser beaucoup de... on ne peut pas garder ses souvenirs de toute sa vie dans ces logements-là, donc il va y avoir un besoin, justement. Et les personnes, aussi... j'extrapole, mais moi, je regarde mon chum qui ne sait pas comment planter un clou, bien, effectivement, peut-être qu'il va avoir besoin de ressources.

2615

LE COMMISSAIRE :

 Bien oui.

2620 **Mme MARIANNE FORGUES :**

 Absolument. Puis, en fait...

LA COMMISSAIRE :

2625

 Et même, ça peut... je rêve, on nous a invités à rêver, mais il peut même y avoir, à un

moment donné, un troc d'habiletés et des gens qui sont peut-être... n'ont peut-être pas des grandes facultés et des grands intérêts, mais qui on des habitudes manuelles et qui peuvent, justement, avoir besoin. Donc, là, on commence à parler d'une synergie et d'avoir des échanges sociaux, la mixité sociale entre les diverses populations.

2630

Mme MARIANNE FORGUES :

Absolument. Puis, je fais un petit peu du pouce sur qu'est-ce que vous avez dit présentement. Je prends l'exemple de La Remise : La Remise, au départ, c'est une bibliothèque d'outils. Eux autres, dans leur projet, ils ont réalisé que juste avoir une bibliothèque d'outils, ça ne répondait pas aux besoins parce que les gens n'avaient pas la compétence derrière.

2635

Donc, des espaces comme Lespacemaker, le Touski s'répare, ce sont des entreprises d'économie sociale qui sont en train d'émerger. Comme là, Lespacemaker est installé. Sur le premier plancher, tu as un espace pour travailler le bois, l'autre côté, c'est le fer, en haut, c'est le textile, la sérigraphie. Donc, de plus en plus... puis c'est accessible aux citoyens.

2640

Mais, il faut toujours mixer l'outil avec la compétence puis c'est là où, justement, le projet, je crois, qui est fantastique, c'est de mettre... on a du potentiel dans le quartier, justement, par rapport à l'aspect manuel. On a des super beaux artistes, des artisans, puis d'utiliser ces compétences-là, c'est très enrichissant, je crois, parce que tous ont à gagner de cet échange-là.

2645

Mais, c'est ça : en fait, il faut que ce soit complémentaire. On ne peut pas juste donner des outils. Puis, je ferais un peu du pouce par rapport à la présentation de Stéphanie Bellenger, la commissaire scolaire. Elle vous a invité à rêver, puis moi je vous ferais peut-être un petit pouce encore plus : ce sont vraiment les enfants qui ont amené le recyclage au Québec, puis si on les éduque dès le bas âge à adopter des comportements qui s'inscrivent dans l'économie circulaire, qui sont plus responsables et verts, tout ça, bien je pense que justement, on va régler un besoin encore plus criant.

2650

2655

LE COMMISSAIRE :

Je vais être rapide, Monsieur le président. Moi, j'ai une question.

2660

Mme MARIANNE FORGUES :

Oui.

2665

LE COMMISSAIRE :

Vous allez excuser le caractère naïf de ma question parce que je ne connais pas le modèle...

2670

Mme MARIANNE FORGUES :

Non, allez-y.

2675

LE COMMISSAIRE :

... et je le trouve bien intéressant sur le plan de la mixité et sur le plan de l'économie sociale, notamment. L'économie circulaire, j'ai intérêt à fouiller un peu plus pour la comprendre, mais je ne comprends pas le modèle de financement non plus, hein, parce qu'on a l'air d'attendre le financement. Je me dis, très naïvement, étant donné qu'il devrait y avoir des travaux dans le quartier, de la construction, de la démolition et tout ça, le privé ne pourrait pas participer financièrement à la mise sur pied d'un centre comme vous le proposez?

2680

Mme MARIANNE FORGUES :

Absolument.

2685

LE COMMISSAIRE :

Un partenariat?

2690

Mme MARIANNE FORGUES :

Je pense qu'il n'y a rien d'écarté. Je pense qu'on a tous à y gagner, autant le communautaire, les entreprises d'économie sociale que les comités citoyens : on a tous notre mot à dire là-dedans parce que c'est quelque chose qui est un petit peu plus gros que nous.

2695

LE COMMISSAIRE :

Hum, hum.

2700

Mme MARIANNE FORGUES :

La crise d'employabilité puis la crise environnementale, c'est quelque chose qui... on a tous notre rôle à jouer là-dedans. Juste pour revenir sur l'économie circulaire, il y a beaucoup d'entreprises, en fait, des entreprises privées qui promeuvent l'économie circulaire. Je pense à Kamik, qui est une entreprise de bottes, qui, eux, ont une production zéro déchet. Ils réutilisent entièrement toutes les parties de leurs bottes. Donc, quand ta paire de bottes est en fin de vie, elle n'est plus utilisable, tu la renvoies, eux la démontent et la remettent en marché.

2705

Ça fait que des entreprises privées peuvent très bien développer des services qui s'inscrivent dans l'économie circulaire. L'économie circulaire, elle a cinq stratégies : il y a une stratégie où je suis beaucoup moins à l'aise, qui est plus industrielle, tout ça, mais sinon, il y a l'économie collaborative.

2710

Donc, ça, c'est un peu qu'est-ce que vous disiez tantôt par rapport au troc : c'est du partage. On échange, c'est un peu du Kijiji. Il y a l'économie fonctionnelle que ça, c'est la location, donc,

2715

exemple, moi, Les Malaimés, ce qu'on fait, c'est qu'on loue des vêtements pour bébés et enfants qui ont été faits avec des vieux vêtements invendables. Ça, c'est de l'économie fonctionnelle.

2720 Après ça, il y a différents types d'économies qui sont toutes, en fait, dans le concept de l'économie circulaire. Donc, l'idée, c'est qu'au lieu de partir avec des ressources qui sont extraites du sol, c'est juste d'utiliser ce qui a déjà été créé pour lui donner une autre forme puis une autre vie.

2725 **LE COMMISSAIRE :**

C'est créatif, ça.

Mme MARIANNE FORGUES :

2730 C'est absolument intéressant, puis en fait, ça fait partie des 17 objectifs de l'ONU par rapport au développement durable : c'est de promouvoir l'économie circulaire et durable.

LE PRÉSIDENT :

2735 Bien, merci beaucoup, madame.

LA COMMISSAIRE :

2740 Merci beaucoup.

Mme MARIANNE FORGUES :

2745 Bien, de rien, merci.